

Agronomie

environnement & sociétés

La revue de l'association française d'agronomie

Revivifier le lien entre l'agronomie et les agronomes

■ Quels sont les défis pour l'agronomie ?

Les enjeux internationaux de l'agriculture et les implications pour l'agronomie / L'agronomie dans l'exploitation agricole : quelle utilité ? / Agronomie et agriculture : histoires parallèles ? / Les défis pour l'agronomie : réactions de trois agronomes / Agronomes, innovez pour l'avenir !

■ Quel est le point de vue des agronomes sur l'agronomie et sur leur métier ?

■ Quels partenariats de l'association française d'agronomie avec les associations partenaires existantes ?

Les défis pour l'agronomie : réactions de trois agronomes

R.Habib (CIRAD), dans le prolongement des propos de B.Guidez, rappelle combien les agriculteurs ont à faire face chaque jour à des situations complexes, où la multitude de facteurs et leurs nombreuses interactions rendent l'action difficile, ce qui montre bien que l'agronomie doit être une science de l'action.

L'ambition fondatrice de l'agronomie d'appréhender le fonctionnement des agro-systèmes, avec toutes les interactions, pour en assurer la gestion, constitue un paradigme fondateur conforté aujourd'hui par trois types de raisons.

D'une part, l'évolution des sciences nous fournit de nouveaux outils pour aborder ces questions complexes. Ce sont en particulier les outils mathématiques et informatiques, mais également l'appropriation par les agronomes de certains concepts de l'écologie scientifique.

D'autre part, il y a des raisons externes à l'agronomie. Ce sont les demandes pressantes de la société aux agronomes et aux agriculteurs pour la protection de l'environnement.

Enfin, le troisième type de raisons est plutôt la synthèse, interne à la discipline scientifique, conséquence des raisons précédentes. Si l'on met au cœur de la problématique agronomique l'analyse et l'évaluation des pratiques respectueuses de l'environnement, ainsi que la conséquence de la répartition spatiale des systèmes de culture, et également le

rôle des systèmes innovants pour répondre aux nouveaux enjeux, alors les recherches en agronomie appellent nécessairement une double évolution dans les échelles d'espace et de temps. Il faut analyser les systèmes de culture en relation

avec l'espace, en particulier le rôle des interfaces, le problème de la connectivité du parcellaire, les interactions entre cultures et élevage, et intégrer les effets dans le temps, sur le moyen et le long terme. Les agronomes le font depuis longtemps mais ce travail est très difficile et reste un enjeu majeur.

A titre d'exemple, le développement des travaux agronomiques dans la protection raisonnée des cultures engendre une explosion de la complexité, car il faut à la fois travailler à l'échelle de la parcelle cultivée, mais en lien avec son environnement, d'abord proche, les parcelles alentours susceptibles d'abriter des auxiliaires ou des bioagresseurs, puis plus éloigné, à l'échelle du paysage, la connectivité des systèmes écologiques favorisant ou non la résistance aux bio-agresseurs.

Ceci amène à des questions que l'Association française d'agronomie pourra reprendre à son compte. En premier lieu, que pouvons-nous attendre de la science agronomique et de son évolution : est-ce que ses nouveaux enjeux, sa tentative d'appréhender la complexité nous paraissent pertinents ?

Par ailleurs, la scène agricole et agronomique étant investie par de nouveaux acteurs, les citoyens, les consommateurs, cela a pour conséquence que l'agriculteur, qui est bien entendu maître chez lui, ne paraît plus seul capable de résoudre tous les problèmes complexes qu'il a à traiter. Donc, si les problèmes environnementaux à résoudre sur un territoire impliquent les agriculteurs dans un collectif plus large, quelles sont les formes d'organisation des agriculteurs qui paraissent les plus appropriées, et quelle serait la place des chercheurs agronomes dans cette dynamique ?

A partir de l'analyse de la co-évolution agronomie-agriculture du Pr Jones, Jean-Marc Meynard (INRA) pense que la source de cette co-évolution est la diversité des métiers pratiqués par les agronomes. Diversité des agronomes : agriculteurs, ingénieurs de conception, ingénieurs de développement, chercheurs, enseignants, conseillers, et tout cela dans des institutions diverses. Des métiers différents, des regards différents sur la réalité. Il n'y a jamais eu de rupture entre ces différents métiers, ce qui donne aux agronomes une lucidité collective sur l'évolution de l'agriculture et sur l'évolution des

connaissances. C'est parce que les agronomes sont, collectivement, capables d'appréhender les deux, qu'ils ont pu faire évoluer en même temps l'agronomie et l'agriculture dans les années récentes.

L'association française d'agronomie est une bonne manière de stabiliser ces réseaux d'agronomes, de la même manière que le professeur Jones a parlé des réseaux d'Arthur Young.

Les deux interrogations sur cette évolution concernent, pour l'une, le passé de l'agronomie, dans le prolongement des propos du Professeur Jones, et pour l'autre, le futur.

Par rapport au passé, il semble que cette co-évolution agronomie-agriculture mériterait d'être approfondie, en termes de recherche historique, sur les toutes dernières décennies, parce qu'il s'y est passé beaucoup de choses intéressantes. En voici quelques unes, à titre d'illustration : la relation entre le développement de la motorisation et l'utilisation du profil cultural en terme de diagnostic, avec toutes les avancées scientifiques consécutives aux travaux du professeur Hénin et de son équipe ; l'émergence des questions d'environnement qui a amené l'agronomie à dépasser l'échelle de la parcelle pour s'intéresser à l'approche spatiale ; l'agronomie qui se saisit de l'évolution de l'agriculture et de sa situation mais aussi celle qui réagit. Ainsi, il est frappant que la période (à partir des années 1970) où l'on a eu l'illusion que l'on pouvait régler tous les problèmes à partir de solutions de nature chimique, est justement celle où l'agronomie a développé les approches systémiques, que l'on se réfère à agronomie-agriculture de Michel Sebillotte, ou à la revue *Agricultural Systems*, au niveau international. Par exemple, au moment où l'on parlait d'un modèle d'agriculture qui devait s'appliquer à tous, les agronomes se sont mis à étudier la diversité des exploitations.

Pour l'avenir, la question qu'il paraît important de se poser concerne le rôle croissant des politiques publiques dans l'évolution de l'agriculture, au moins en Europe, et en particulier en France. Ces politiques publiques montrent que l'intervention des agronomes est extrêmement faible. Pour que la co-évolution agronomie-agriculture se poursuive, il faut que les agronomes se saisissent beaucoup plus des questions qui sont posées par la relation entre politiques publiques et

conséquences sur la production et l'environnement.

Pour reprendre l'exemple des cultures pièges à nitrates (CIPAN) dont a parlé Bernard Guidez, ce n'est pas les CIPAN qu'il critique mais le code de bonnes pratiques, car il implique des normes ne pouvant s'appliquer partout de la même façon. La normalisation de pratiques est la négation même de l'agronomie, car la variété des situations ne permet pas d'encadrer les pratiques de façon trop prescriptive. La question qu'il faut collectivement se poser est la manière dont l'agronomie peut participer à l'évolution des politiques publiques, et les recherches nécessaires pour répondre à cette évolution. En participant à la réflexion sur les politiques publiques, cela va encourager la production de modèles, et le risque est alors que l'agronome s'éloigne du terrain, alors que, comme le dit Mr Paillotin, la proximité du terrain est une force pour les agronomes. Comment faire pour tenir les deux bouts, à la fois travailler avec les décideurs publics et garder le contact avec le terrain ? Le collectif que constitue l'Association Française d'Agronomie peut contribuer à cette évolution.

En complément du propos de JM.Meynard, M.Calame (Fondation pour le Progrès de l'Homme) insiste sur le fait que l'agriculture est à l'ordre du jour de l'agenda politique et que l'agronomie ne peut plus de désintéresser de la construction des politiques publiques. A titre d'illustration, il rappelle que la mise en place d'une prime de soja de pays avait entraîné une forte augmentation des surfaces dans certains départements du sud-ouest, et que l'arrêt de la prime avait permis le retour aux assolements classiques. Cela montre bien que les agriculteurs utilisent les outils agronomiques, mais qu'ils « n'appliquent » pas l'agronomie. Ils la prennent en considération dans le cadre des politiques qui leur sont données.

Il faut donc s'interroger sur la place de l'agronomie, en amont ou en aval, de la politique. Ces cinquante dernières années, l'agronomie a été essentiellement mobilisée pour accompagner un projet politique défini, pas complètement sans les agronomes, mais très en amont de l'agronomie. Le projet de l'agronomie était de fournir aux agriculteurs les moyens de répondre au marché. Un jour, Edgar Pisani racontait

qu'après les négociations sur le prix du blé avec l'Allemagne, il avait dit au Président de l'AGPB : « La France va se couvrir de blé », et c'est effectivement ce qui s'est passé. Les agro-systèmes mis en place par les agriculteurs sont très conditionnés par les politiques agricoles.

Est-ce que l'Association Française d'Agronomie peut jouer un rôle pour que l'agronomie soit prise en compte en amont des politiques agricoles ? Car, à chaque fois qu'il y a une négociation sur l'évolution de la politique agricole, le Ministère français des finances a des modèles qui lui permettent de calculer le taux de retour pour la France, à l'euro près. Les agronomes ne doivent-ils pas avoir leurs propres modèles pour que l'évaluation des dispositifs politiques se fasse non seulement sur l'économie mais aussi permette de mesurer les impacts sur l'évolution des pratiques agricoles ou sur l'environnement ?